"Les limites de la politique européenne de la France se précisent" dans Frankfurter Allgemeine Zeitung (17 novembre 1967)

Légende: Le 17 novembre 1967, le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung analyse la politique européenne du général de Gaulle et montre les limites de la vision gaullienne de l'Europe.

Source: Frankfurter Allgemeine Zeitung. Zeitung für Deutschland. Hrsg. Benckiser, Nikolas; Deschamps, Bruno; Eick, Jürgen; Welter, Erich; Korn, Karl; Tern, Jürgen. 17.11.1967, Nr. 268. Frankfurt/Main: FAZ Verlag GmbH. "Die Grenzen französiches Europa-Politik werden deutlich.", auteur:Reifenberg, Jan , p. 2.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/les_limites_de_la_politique_europeenne_de_la_france_se_precisent_dans_frankfurter_allgemeine_zeitung_17_novembre_1967-fr-1a6525e8-3f0f-43bf-a888-2946abf2d407.html

Date de dernière mise à jour: 24/05/2017

Les limites de la politique européenne de la France se précisent

De Gaulle redoute un nouveau Yalta

De Jan Reifenberg

Paris, le 16 novembre

À Paris, on médite beaucoup ces jours-ci sur la future constellation de l'Europe, et ce n'est pas seulement la demande d'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté économique européenne (CEE) qui a incité à un tel examen des perspectives de l'Europe. Quant au résultat actuel de cet examen, il semble s'avérer plutôt pessimiste d'un point de vue français. Les limites imposées par les espérances ambitieuses et nationales du général De Gaulle sont claires aux yeux des hommes politiques circonspects. À la question, pourquoi la France estime que l'évolution d'une Europe au-delà du cadre de la Communauté économique européenne est prématurée, on nous répond que c'est dû aux réticences d'ordre économique. Aussi longtemps que les pays membres de la CEE ne se mettent pas d'accord sur leurs objectifs, toute négociation concernant l'adhésion britannique sera prématurée. Tout d'abord, la Grande-Bretagne doit «régler ses problèmes internes». Tout ce que la CEE a pu construire jusqu'à présent ne doit pas être mis en péril ou fragilisé par l'adhésion du Royaume-Uni. Comme l'a encore déclaré avec précaution le ministre français des Affaires étrangères Couve de Murville lors d'une intervention télévisée, la France n'a en principe aucune objection contre l'adhésion de nouveaux membres au sein de la CEE. Cependant dans cette affaire, les cinq partenaires étaient soumis à des remontrances et à des pressions. En d'autres mots, l'influence extérieure ou américaine. Lors de la même intervention, le ministre des Affaires étrangères avait rejeté l'idée d'une Europe supranationale, car si les décisions politiques devaient être prises à la majorité, cela ne protégerait pas les intérêts de la France.

Plus que tous les arguments économiques ou monétaires, ces sont les intérêts nationaux qui prédominent en France. Pour De Gaulle, cela demeure un aspect déterminant. De Gaulle a mentionné une fois au cours d'une conversation: «L'Europe est comme un rôti. Le rôti-même, ce sont la France et l'Allemagne, avec en accompagnement, un peu de cresson de fontaine – l'Italie –, et un peu de sauce – les pays du Benelux.» Voilà la clé du succès: aussi longtemps que la Communauté des Six garde sa composition actuelle, la France détiendra un rôle décisif, aussi et tout particulièrement dans le domaine politique. Or si la CEE s'élargit avec l'adhésion du Royaume-Uni, celui-ci gagnera de l'influence dans le domaine européen avec sa voix et ses arguments politiques, et De Gaulle serait forcé de lui concéder au moins un tiers de ce «rôti». Si Couve de Murville fait allusion au Plan Fouchet de 1961 comme la seule proposition jusqu'à présent pour une Europe politique et s'il impute son échec aux autres partenaires de la CEE, cela signifie aussi: soit il y aura une Europe politique qui correspond à la mentalité française et aux exigences de De Gaulle, ou il n'y en aura pas. Quant à l'affirmation solennelle que la France n'aspire pas à un rôle de leader en Europe, elle n'a pas convaincu les trois journalistes dont les nombreuses questions se sont heurtées sans arrêt aux échappatoires habiles du ministre des Affaires étrangères.

Mais la position française est en proie à des contradictions internes. Si De Gaulle veut réellement créer un contrepoids face aux deux «hégémonies» à Moscou et à Washington, alors il devrait se prononcer en faveur de l'élargissement de la *petite Europe*. La politique française, plus qu'il n'est réellement visible aux yeux d'un observateur étranger, est dominée par la peur d'un nouveau Yalta, d'un accord américano-russe aux dépens de l'Europe. C'est ce qui ressort à chaque fois des discussions, ce qui équivaut à un aveu discret des limites que la France s'est imposées. Il n'est pas un hasard que ces jours-ci un livre sur «le défi américain» du rédacteur en chef du magazine «L'Express», Servan-Schreiber, est devenu un best-seller en France. Si l'Europe veut réellement résister face à l'avance technologique et financière des États-Unis, alors, selon l'auteur, il est grand temps qu'on s'unisse. Cet argument a été rejeté par Couve de Murville comme «Schaumkuchen» (=leurre). Ailleurs qu'à Paris, cet argument est aussi considéré comme «une nouvelle combine» qui manque de crédibilité. À chaque fois que le Premier ministre britannique vante le progrès technique de la Grande-Bretagne comme cadeau de noce essentiel pour l'adhésion à la CEE, De Gaulle rétorque en rejetant cette affirmation. Une influence britannique en Europe ne peut pas rentrer dans les projets de De Gaulle. La France, en invoquant des arguments économiques, a beau vouloir retarder des discussions avec Londres, qui aux yeux des cinq partenaires sont indispensables: mais la véritable raison est

politique.

De Gaulle insiste sur une solution «européenne» de l'Ouest à l'Est. Aussi longtemps que les États-Unis ne peuvent pas poursuivre leur dialogue avec l'Union soviétique, à cause de la guerre au Vietnam, le général dispose d'une marge de manœuvre pour sa politique envers les États de l'Europe de l'Est (bien qu'il soit clair du côté français que les leçons de l'armistice en matière d'armes nucléaires après la crise de Cuba en 1962 sont toujours de mise et qu'elles ont de nouveau fait leurs preuves lors de la crise au Proche-Orient). Les limites de la politique française envers les États de l'Europe de l'Est sont devenues évidentes par le biais de la question allemande après les voyages du président De Gaulle effectués en Union soviétique et en Pologne. Ni le Kremlin, ni les groupes dirigeants à Varsovie ne se montrent disposés à suivre la perspective historique de De Gaulle en relation avec la question de l'Allemagne. À Paris, on constate que l'évolution et la réalisation de l'agenda «Détente-Entente-Coopération» dépend aussi de la politique de l'Allemagne envers les États de l'Europe de l'Est. D'un point de vue français, la reconnaissance de la frontière Oder-Neiße contribuerait à faire avancer les choses. Cette reconnaissance pourrait même devenir un événement révolutionnaire.

Il faut cependant dire qu'on est conscient des difficultés que rencontre le gouvernement fédéral allemand. Le signal de danger lors du Congrès du NPD à Hanovre a eu un impact profond à Paris. Si la grande coalition à Bonn mettait un frein à la politique envers les États de l'Europe de l'Est qui est préconisée par Paris, cela réduirait les efforts français à un point mort. De Gaulle est conscient que le statu quo actuel en Europe convient tout à fait à l'Union soviétique. Mais se résigner à cette situation, c'est à ses yeux préparer le terrain pour une division ultérieure et peut-être définitive du continent. C'est pourquoi on regrette à Paris tout développement qui puisse renforcer chez les États d'Europe de l'Est les images stéréotypées «du revanchisme allemand». Car à Moscou, tout comme à Varsovie, il s'est vu confirmer ce qu'il savait déjà depuis longtemps: parmi les Russes, Polonais et Tchèques, il règne une peur de l'Allemagne, une peur qui ne peut guère être combattue avec des remontrances logiques, mais plutôt avec des efforts tenaces pour parvenir à une détente.

Voilà pourquoi il est souvent répété que les Américains et les Russes ne devraient pas décider du sort de l'Europe et que le temps ne s'enfuyait pas pour les Européens s'ils restaient inactifs. À la question, pourquoi les États-Unis et l'Union soviétique devaient après tout chercher un arrangement contre l'Europe dans le domaine de la sécurité militaire, personne n'a de réponse. De Gaulle s'est séparé de l'OTAN, car il ne voulait pas entraîner la France contre son gré dans des conflits d'outre-mer. Dans cette décision le conflit au Vietnam a joué un rôle très important, mais moins important que l'aversion portée contre toute forme de restriction de la souveraineté nationale de la France. À la question si le général allait rester après 1969 dans l'Alliance atlantique, son ministre des Affaires étrangères ne put seulement répondre: «Je ne suis pas un prophète…» Or si on part de l'idée de De Gaulle, que les États-Unis sont aujourd'hui trop puissants et qu'ils estiment par conséquent qu'ils doivent s'immiscer partout, si cette question revenait après la fin du conflit au Vietnam, alors la réponse ne pourrait être que négative. Aussi longtemps que l'Alliance atlantique reste pour Paris «une machine américaine» elle sera gênante pour le général. Or si pour 1969 il est convaincu que l'Alliance atlantique lui est utile, on pourrait envisager un changement dans sa position.

Il est difficile de «construire l'Europe» en se heurtant au refus de De Gaulle. En particulier pour la politique allemande, car le fait que la France soit le pays voisin accorde à celle-ci un droit d'intervention substantiel dans la question allemande. Le Traité franco-allemand de 1963 ne s'est pas développé selon les souhaits initiaux de De Gaulle. À Paris, il est aujourd'hui considéré comme un instrument de travail qui va de soi, sur lequel il n'est en réalité pas nécessaire de se poser des questions: un cadre pour les discussions. Des plans d'envergure, comme par exemple «l'Europe technologique», se heurtent à Paris au scepticisme. Ce scepticisme se vérifie pour l'instant aussi dans la capitale française à l'égard de l'étude sur la stratégie à employer pour les années soixante-dix. On peut être confronté à la question de savoir ce que les gens attendent réellement de ce document. L'envie pour de grands projets dans le domaine de la défense de l'Europe est très limitée, ici aussi le scepticisme est visible. Mais la raison la plus profonde c'est que pour les Français, ce qui est quotidien et à portée de main leur semble toujours le plus simple. Il ne faut pas s'attendre d'ici dix jours, lorsque le général de Gaulle recevra la presse pour la réunion quasi pontificale, à ce qu'il avoue qu'il y a là un aveu des propres limites politiques.